



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE MAÎTRISE D'OEUVRE

UTI Marne et UTI CPCA - Prestations de maîtrise
d'oeuvre

Date et heure limites de réception des offres :
28 avril 2025 à 12H00

VOIES NAVIGABLES DE France
Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire Aval
Unité territoriale d'Itinéraire Canaux de Picardie Champagne Ardenne
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Nomenclature.....	3
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres.....	4
2.2 - Forme juridique du groupement.....	4
2.3 - Variantes	4
2.4 - Développement durable	4
3 - Les intervenants.....	5
3.1 - Maîtrise d'ouvrage déléguée	5
3.2 - Conduite d'opération.....	5
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	5
3.4 - Contrôle technique.....	5
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	5
4 - Conditions relatives au contrat	5
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	5
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4.4 Conflit d'intérêt	5
5 - Contenu du dossier de consultation de l'accord-cadre	5
6 - Présentation des candidatures et des offres de la consultation	6
6.1 - Documents à produire.....	6
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
7.1 - Transmission électronique	8
7.2 - Transmission sous support papier	9
8 - Examen des candidatures et des offres	9
8.1 - Sélection des candidatures.....	9
8.2 - Attribution des accords-cadres consultation.....	9
8.3 - Suite à donner à la consultation	11
9 - Attribution des marchés subséquents	11
10 - Renseignements complémentaires	11
10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	11
10.2 - Procédures de recours.....	11

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :
UTI Marne et UTI CPCA - Prestations de maîtrise d'oeuvre

Le marché porte sur des prestations de maîtrise d'œuvre sur les ouvrages de l'UTI Marne et de l'UTI Canaux de Picardie Champagne Ardenne.

Cet accord-cadre définit les termes régissant les marchés passés sur son fondement, désignés ci-après marchés subséquents.

Les ouvrages sur lesquels les prestations sont exécutées appartiennent principalement à la catégorie d'ouvrages d'infrastructure en réutilisation/réhabilitation ou infrastructure en construction neuve.

Lieu(x) d'exécution :

Les prestations seront exécutées selon les lots, sur le territoire de l'UTI Marne d'une part, et sur le territoire de l'UTI Canaux de Picardie Champagne Ardenne d'autre part

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique

Chaque lot sera attribué à un maximum de 3 opérateurs économiques (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres).

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Prestations de MOE pour le compte de l'UTI Marne
02	Prestations de MOE pour le compte de UTI CPCA

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre à marchés subséquents distinct.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) pour tous les lots est :

Code principal	Description
71300000-1	Services d'ingénierie

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Les conditions d'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement, et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- Tout au long de ses missions d'étude et de conception, chacun des attributaires prendra en compte l'impact environnemental des solutions techniques qu'il propose et cherchera à les minimiser, suivant la démarche ERC (éviter, réduire, compenser) afin d'établir la solution la plus avantageuse, à la fois sur les plans économique et environnemental ;
- Les attributaires porteront une attention particulière aux contraintes environnementales de chacun des sites pour lesquels ils devront concevoir des solutions de réparation (présence de cours d'eau, gestion des déchets...) ;
- La visioconférence sera préférée pour tenir les réunions de revue de projet entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

Les candidats devront mettre en œuvre tous les moyens dont ils disposent pour respecter le SOPRE, schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement dans le cadre de l'exécution des prestations.

Les pièces particulières de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport et la qualité environnementale des matériaux.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'ouvrage déléguée

Chaque marché subséquent précisera éventuellement le nom et les missions du maître d'ouvrage délégué.

3.2 - Conduite d'opération

Le conducteur d'opération ainsi que ses missions seront précisés ultérieurement.

3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Chaque marché subséquent précisera éventuellement le titulaire de la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination.

3.4 - Contrôle technique

Chaque marché subséquent précisera éventuellement le nom et les missions du contrôleur technique.

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Chaque marché subséquent précisera éventuellement le nom du coordonnateur et le niveau de coordination.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de l'accord-cadre est fixée à 4 ans à compter de sa notification.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

Les documents de consultation sont à la disposition des candidats potentiels mais restent l'entière propriété de VNF. Il est demandé aux candidats et à toute personne téléchargeant le dossier de la consultation d'assurer la confidentialité des informations contenues dans les pièces du DCE. VNF se réserve un droit d'action contre toute utilisation abusive de ces documents.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

4.4 Conflit d'intérêt

Le candidat prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution du futur marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt pendant la consultation doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le candidat doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF.

Dans son offre, le candidat devra remettre une attestation sur l'honneur afin de justifier qu'il n'est pas en situation de conflit d'intérêt

5 - Contenu du dossier de consultation de l'accord-cadre

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le Bordereau des Prix unitaires
- Détail Estimatif Indicatif non contractuel, destiné au jugement des offres
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation **au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres**. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres de la consultation

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail
Lettre de candidature DC1
Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société (ou le membre du groupement éventuel) si la personne signataire n'est pas le représentant légal de la société

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels
Le formulaire DC2

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat
Agrément en cours de validité des entreprises et organismes agréées en application de l'arrêté du 15 février 2018 portant agrément d'organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques pour la partie C - Digues et petits barrages - études et diagnostics

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés
L'Acte d'Engagement de l'accord cadre, un par lot
Le bordereau des prix unitaires, un par lot
La décomposition analytique de la rémunération, à détailler pour chaque élément de mission, une par lot
Le détail estimatif indicatif établi au regard du BPU, destiné au jugement des offres, un par lot
Une note d'organisation générale détaillant : <ul style="list-style-type: none"> - La méthodologie globale de travail sur les différentes phases de chaque mission (organisation de l'équipe projet type, relations et moyens de communication avec la maîtrise d'ouvrage et avec les différents intervenants concernés...) ; - La méthodologie d'appropriation du dossier et de détermination des contraintes susceptibles d'être rencontrées ; - Les moyens techniques disponibles pour répondre à la mission.
Un Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ), détaillant : <ul style="list-style-type: none"> - Les qualifications et l'expérience du personnel assigné à l'exécution du marché (CV du directeur de projet désigné et du ou des chefs de projet prévus, définition des compétences et rôles de chacun, expériences professionnelles, études équivalentes et références de chaque membre) - la description du système de management de la qualité et l'organisation des contrôles mis en place.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Les tâches que l'acheteur souhaite faire effectuer exclusivement par le titulaire de l'accord-cadre sont indiquées au cahier des charges.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches-publics.gouv.fr> sous la référence publique « 2024-UM-CPCA-MOE ».

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Voies Navigables de France - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval
Secrétariat général - BCP
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue pourra être transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des accords-cadres consultation

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour le lot n°01 UTI Marne

Critères	Pondération
1-Valeur technique des prestations, noté sur 60 points	60.0 %
<i>1.1-Pertinence de la note d'organisation générale, détaillant :</i> <ul style="list-style-type: none"><i>la méthodologie globale de travail sur les différentes phases de chaque mission (organisation de l'équipe projet type, relations et moyens de communication avec la maîtrise d'ouvrage et avec les différents intervenants concernés), notée sur 15 points</i><i>la méthodologie d'appropriation du dossier et de détermination des contraintes susceptibles d'être rencontrées, notée sur 10 points</i><i>les moyens techniques disponibles pour répondre à la mission, notés sur 5 points</i>	<i>30 points sur 60</i>
<i>1.2-Pertinence du Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ), détaillant :</i> <ul style="list-style-type: none"><i>les qualifications et l'expérience du personnel assigné à l'exécution du marché (CV du directeur de projet et du ou des chefs de projet prévus, définition des compétences et des rôles de chacun, expériences professionnelles, études équivalentes et références de chaque membre), notées sur 15 points</i><i>La description du système de management de la qualité et l'organisation des contrôles mis en place, notées sur 15 points</i>	<i>30 points sur 60</i>
2-Prix des prestations, noté sur 40 points sur la base du montant total du DQE du lot 1, noté ainsi : Note = 40 x (offre minimale / offre du candidat)	40.0 %

Le prix des prestations est apprécié par rapport au montant TTC présenté dans le Détail Estimatif Indicatif non contractuel, présenté par le candidat.	
--	--

Pour le lot n°02 UTI CPCA

Critères	Pondération
1-Valeur technique des prestations, noté sur 60 points	60.0 %
<p><i>1.1-Pertinence de la note d'organisation générale, détaillant :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>la méthodologie globale de travail sur les différentes phases de chaque mission (organisation de l'équipe projet type, relations et moyens de communication avec la maîtrise d'ouvrage et avec les différents intervenants concernés), notée sur 15 points</i> <i>la méthodologie d'appropriation du dossier et de détermination des contraintes susceptibles d'être rencontrées, notée sur 10 points</i> <i>les moyens techniques disponibles pour répondre à la mission, notés sur 5 points</i> 	<i>30 points sur 60</i>
<p><i>1.2-Pertinence du Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ), détaillant :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>les qualifications et l'expérience du personnel assigné à l'exécution du marché (CV du directeur de projet et du ou des chefs de projet prévus, définition des compétences et des rôles de chacun, expériences professionnelles, études équivalentes et références de chaque membre), notées sur 15 points</i> <i>La description du système de management de la qualité et l'organisation des contrôles mis en place, notées sur 15 points</i> 	<i>30 points sur 60</i>
<p>2-Prix des prestations, noté sur 40 points sur la base du montant total du DQE du lot 2, noté ainsi :</p> <p>Note = 40 x (offre minimale / offre du candidat)</p> <p>Le prix des prestations est apprécié par rapport au montant TTC présenté dans le Détail Estimatif Indicatif non contractuel, présenté par le candidat.</p>	40.0 %

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Le ou les candidats attributaires d'un accord-cadre seront donc retenus à titre provisoire en attendant la production des certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, qui seront à nouveau demandés lors de l'attribution d'un marché subséquent. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

A l'issue de l'examen des offres, le RPA attribue l'accord-cadre aux trois candidats ayant proposé les offres économiquement les plus avantageuses au regard des critères énoncés ci-dessus. Si après examen des offres, moins de trois offres sont déclarées régulières, le RPA se réserve le droit d'attribuer le marché à moins de deux opérateurs économiques.

Le cas échéant, une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai pour chaque marché subséquent.

9 - Attribution des marchés subséquents

Après attribution de l'accord-cadre aux deux opérateurs économiques, les marchés subséquents sont précédés d'une mise en concurrence organisée au moment de la survenance du besoin. A titre indicatif, le maître d'ouvrage estime réaliser 3 consultations annuelles en moyenne.

Le RPA transmettra via la plateforme de dématérialisation des marchés PLACE les dossiers de consultation pour les marchés subséquents à/aux adresse(s) électronique(s) que l'attributaire aura précisé dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre consultation.

Le RPA fixera et communiquera aux attributaires, pour chaque procédure de remise en concurrence :

- Un délai de réponse évalué en fonction de la complexité, du temps nécessaire pour élaborer les offres et du degré d'urgence du dossier ;
- Une référence de consultation ;
- Les modalités de transmission des offres. Le délai de remise des offres sera compris entre 10 et 30 jours.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- La lettre de consultation
- L'acte d'engagement- Cahier des Clauses Particulières (AE-CCP) et ses annexes
- Le Bordereau des Prix unitaires
- Détail Estimatif Indicatif

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

10 - Renseignements complémentaires

10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches-publics.gouv.fr> sous la référence publique « 2024-UM-CPCA-MOE ».

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

10.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 PARIS CEDEX 04
Tél : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 PARIS CEDEX 04
Tél : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr